

DÉVELOPPER UNE ALIMENTATION CIRCULAIRE

DANS LES TERRITOIRES



INTRO

L'alimentation est une pratique quotidienne profondément ancrée dans nos vies sociales et culturelles. Pourtant, l'organisation de nos manières de produire, distribuer et consommer notre alimentation dysfonctionne à bien des égards comme le montre le volume du gaspillage alimentaire ou le recours à des emballages plastiques dont nous pourrions nous passer.

Ces problèmes créent une incompréhension très partagée parmi les Français qui sont 90% à se dire préoccupés par le gaspillage alimentaire¹ et 88% à souhaiter des quotas de réemploi pour les bouteilles et emballages des entreprises².

Les démarches d'économie circulaire qui proposent d'avoir une meilleure utilisation des ressources et de minimiser la production de déchets sont porteuses de solution pour cheminer vers une alimentation plus vertueuse. Ce livret vise à fournir aux collectivités des exemples concrets, à travers des retours d'expérience de partenariats entre des collectivités et des acteurs de l'ESS, permettant de valoriser des solutions opérationnelles pour développer une alimentation plus circulaire dans leur territoire.

LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE



OBJECTIFS

OBJECTIF RÉGIONAL
gaspillage alimentaire
par rapport à 2015

-50%
EN 2025

-60%
EN 2031³



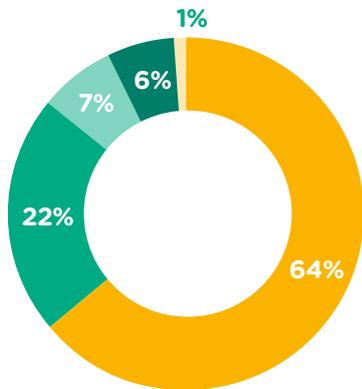
OBJECTIF NATIONAL
gaspillage alimentaire
par rapport à 2015

-50%
EN 2025
pour la distribution
et la restauration
collective

-50%
EN 2030
pour le reste
(consommation, production,
transformation et restauration
commerciale)⁴

Le gaspillage alimentaire symbolise l'irrationalité d'organisations économiques qui dépensent des ressources matérielles, humaines et écologiques pour produire des denrées alimentaires qui ne seront même pas consommées. En Île-de-France, une estimation de la Région indique que le gaspillage alimentaire représente entre 2.6 et 3.5 millions de tonnes.

Fourchette basse (2,6 millions de tonnes)



- Production agricole
- Consommation des ménages
- Distribution
- Restauration
- Transformation agroalimentaire

Fourchette haute (3,25 millions de tonnes)

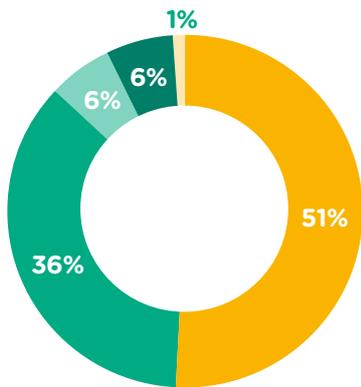


Figure 1 : Répartition du gaspillage alimentaire en Île-de-France⁵

Gaspillage alimentaire

2,6 et 3,5
millions de tonnes

Cette répartition souligne que si la valorisation des excédents de la grande distribution est nécessaire, il ne faut pas négliger les actions de prévention et de sensibilisation à destination de la restauration collective et surtout des ménages.

La lutte contre le gaspillage alimentaire est une activité historique des structures de l'ESS qui s'est développée autour de la redistribution des invendus alimentaires des grandes surfaces et des marchés alimentaires de plein air. L'initiative présentée plus loin est portée par l'association Biocycle consiste à prendre en charge la collecte opérationnelle d'invendus pour les acheminer à une association d'aide alimentaire, L'Un est l'Autre. La particularité de Biocycle est d'assurer les deux collectes hebdomadaires en tri-porteur électrique pour que la lutte contre le gaspillage alimentaire ne se fasse pas au prix d'une dégradation de la qualité de l'air.





RETOUR D'EXPÉRIENCE

Relais de l'aide alimentaire BIOCYCLE



LE DÉFI

Comment lutter contre le gaspillage et la précarité alimentaire en vélos triporteurs tout en créant des emplois de cyclo-livreurs.euses à destination de jeunes candidat.e.s locaux peu ou pas qualifiés ?

OBJECTIFS DE L'INITIATIVE



- Collecter et redistribuer les invendus alimentaires (fruits, légumes, produits frais, secs...)
- Sensibiliser le grand public aux enjeux du gaspillage alimentaire
- Accompagner les acteurs publics et privés dans la réduction du gaspillage alimentaire
- Soutenir les populations précaires en facilitant l'accès à une alimentation variée et équilibrée
- Favoriser et mettre en avant une logistique du dernier kilomètre durable et décarbonée
- Encourager l'emploi local et l'insertion des travailleurs éloignés du marché de l'emploi

GENÈSE DE L'INITIATIVE



Un tiers des denrées alimentaires sont jetées sur les marchés forains français alors que l'aide alimentaire compte 5 millions de bénéficiaires. Biocycle a donc obtenu le soutien de l'établissement public territorial pour lutter contre ce paradoxe au Kremlin-Bicêtre en lien avec les associations locales.



Structure(s) de l'ESS

Biocycle,
association d'intérêt général

Collectivités territoriales

- EPT Grand-Orly Seine Bièvre
- Mairie du Kremlin-Bicêtre

SECTEUR(S) D'ACTIVITÉ

- Environnement, Économie circulaire
- Emploi, Insertion, Travail adapté
- Action sociale

TERRITOIRE D'IMPLANTATION

Kremlin-Bicêtre (94)

TERRITOIRE D'INTERVENTION

Île-de-France



RETOUR D'EXPÉRIENCE

DESCRIPTION DE L'INITIATIVE

Les activités menées pour mettre en place notre initiative sur la ville du Kremlin-Bicêtre concernent :

- Le recrutement, la formation et l'accompagnement du cyclo-livreur recruté pour effectuer ces 2 collectes hebdomadaires ;
- L'investissement et l'entretien du matériel nécessaire pour assurer la collecte et la redistribution de denrées alimentaires ;
- La prise de contact et le maintien de relations étroites avec les parties prenantes du projet (mairie, association bénéficiaire...).

Les actions mises en place au quotidien pour faciliter chaque collecte sont :

- La sensibilisation au gaspillage alimentaire des commerçants du marché ;
- Le suivi statistique des quantités de denrées alimentaires récupérées ;
- L'attention portée à la satisfaction des parties prenantes opérationnelles (association bénéficiaire et commerçants donateurs).



ÉTAPES-CLÉS



- 2015 : Création de l'association
- Juin 2020 : Premiers échanges avec la mairie du Kremlin-Bicêtre
- Novembre à décembre 2020 : Lancement d'une phase de collectes tests sur le marché
- Avril 2021 : Officialisation du partenariat annuel

MODALITÉS DE PILOTAGE ET DE GOUVERNANCE

ENTRE PORTEURS

Biocycle a fait appel au financement de Grand-Orly Seine Bièvre pour mettre en place des collectes antigaspi solidaire sur le marché du Kremlin-Bicêtre. Elle distribue à l'association L'Un est L'autre les invendus. Biocycle assure la gouvernance du projet en tenant compte des besoins des parties prenantes : des réunions de suivi et un bilan d'impact sont effectués de façon trimestrielle.



COÛTS ET FINANCEMENT DE LANCEMENT

Coûts principaux de mise en place

- Achat du vélo-triporteur et matériel opérationnel associé
- Embauche d'un.e cyclo-logisticien.ne en insertion
- Achat de l'équipement du cyclo-logisticien.ne
- Location du hub logistique de gestion opérationnelle

Sources principales de financement

- Mairie du Kremlin-Bicêtre
- Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre
- Syctom, l'agence métropolitaine des déchets ménagers
- Région Île-de-France

NATURE DES RELATIONS LIANT LA COLLECTIVITÉ ET LA/LES STRUCTURE(S) DE L'ESS

- Atelier de sensibilisation au gaspillage alimentaire effectué sur le territoire de l'EPT
- Subvention reçue par le territoire pour le financement de cette initiative





RETOUR D'EXPÉRIENCE

BÉNÉFICES TERRITORIAUX INDUITS PAR L'INITIATIVE

- Réponse aux besoins sociaux : Distribution de denrées alimentaires à une association locale qui soutient les personnes en situation de précarité alimentaire, aide à l'insertion par l'emploi de contrat aidé et de travailleur d'intérêt général, accès à une alimentation végétale pour les personnes en situation de précarité.
- Impacts : Réduction du gaspillage alimentaire généré par les marchés, réduction des déchets, valorisation d'un mode de transport à faible impact carbone (vélo-triporteur électrique), logique d'économie circulaire.
- Lien au territoire : Ancrage territorial par la mise en place d'un relais local, emploi non délocalisable d'un salarié kremlinois pour le poste de cyclo-logisticien, distribution des denrées à une association de la ville, circuits courts effectués à vélo.

CLÉS DE LA RÉUSSITE DE L'INITIATIVE



ET CONDITIONS NÉCESSAIRES POUR ESSAIMAGE

- Réunions communes lors des moments clés (lancement, bilan trimestriel)
- Soutien des services de la ville au recrutement et à la mise en relation avec les associations les plus adaptées
- Communication constante autour de la sensibilisation (commerçants, associations, employés municipaux)

CHIFFRES CLÉS

96
collectes
annuelles

7 880 kg
d'inendus
sauvés

480
personnes
soutenues

- ETP : compris entre 0 et 10
- CA/Budget : moins de 50K€



LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT

Au niveau local, d'autres collectes pourront être envisagées auprès de lieux susceptibles de générer du gaspillage (commerces alimentaires, cantines scolaires ou d'entreprises). Au niveau francilien, l'objectif pour Biocycle est de poursuivre la dynamique d'essaimage des relais du don alimentaire pour reproduire le concept dans d'autres communes manifestant les mêmes besoins.



BUDGET ANNUEL > FONCTIONNEMENT

Postes des principaux coûts de fonctionnement

- Salaire cyclo-logisticien.nes
- Salaire du référent opérationnel
- Entretien du vélo-triporteur
- Loyer hub cyclo-logistique

Sources principales de financement

- Subvention de l'établissement public territorial (EPT Grand-Orly Seine Bièvre)
- Adhésion facultative de l'association partenaire
- Subvention publique pour l'emploi d'un personnel en insertion

BUDGET ANNUEL > INVESTISSEMENTS

Postes des principaux investissements

- Vélo triporteur
- Matériel du cyclo-logisticien (protection, sécurité, confort)
- Matériel d'entretien du vélo
- Matériel de collecte (caisses, balance, chariot)

Sources principales de financement

- Subvention de l'établissement public territorial (EPT Grand-Orly Seine Bièvre)
- Adhésion de l'association partenaire



RETOUR D'EXPÉRIENCE

+

Les leviers

- Les besoins des associations locales
- Le soutien de l'Etablissement Public Territorial
- La volonté politique de la mairie kremlinoise

-

Les freins

- Les difficultés de recrutement
- La capacité de transformation des fruits/légumes des associations
- L'entretien des vélos triporteurs



DÉMARCHES ENVIRONNEMENTALES DANS LESQUELLES LA COLLECTIVITÉ EST ENGAGÉE

Grand-Orly Seine Bièvre :

- Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)
- Plan Vélo Intercommunal
- Programme local de prévention des déchets ménagers

SYNERGIES DU PROJET AVEC LES POLITIQUES

PUBLIQUES DE LA COLLECTIVITÉ

LOI TECV 2015 - PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

Acteurs impliqués	Enjeux	Actions menées
<ul style="list-style-type: none"> • Biocycle • EPT Grand-Orly Seine Bièvre 	Réduire la quantité de déchets produite	Collecte des denrées abîmées habituellement considérées comme des déchets par les commerçants

PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL

Acteurs impliqués	Enjeux	Actions menées
EPT Grand-Orly Seine Bièvre	Eviter les émissions de gaz à effet de serre induites par les actions de la compétence de l'EPT	Collectes de denrées en vélo-triporteur électrique

PLAN VÉLO INTERCOMMUNAL

Acteurs impliqués	Enjeux	Actions menées
EPT Grand-Orly Seine Bièvre	Encourager la mobilité durable et développer la pratique du vélo	Collectes de denrées en vélo-triporteur électrique



Biocycle

Adresse

Refuge de la Mie de Pain,
22 Rue Charles Fourier,
75013 Paris

Mail

partenariats@biocycle.fr



Grand-Orly Seine Bièvre

Mail

www.grandorlyseinebievre.fr/
informations-pratiques/contact

Téléphone

01 78 18 22 22

Réseaux sociaux



www.facebook.com/asso.
biocycle.paris



www.linkedin.com/company/
biocycle-association-

PARTENAIRES DE L'INITIATIVE



Financeurs

- Grand-Orly Seine Bièvre

Autres acteurs territoriaux impliqués

- Mairie du Kremlin-Bicêtre



COLLECTER ET VALORISER LES BIODÉCHETS



OBJECTIFS



RÉGIONAL
& NATIONAL

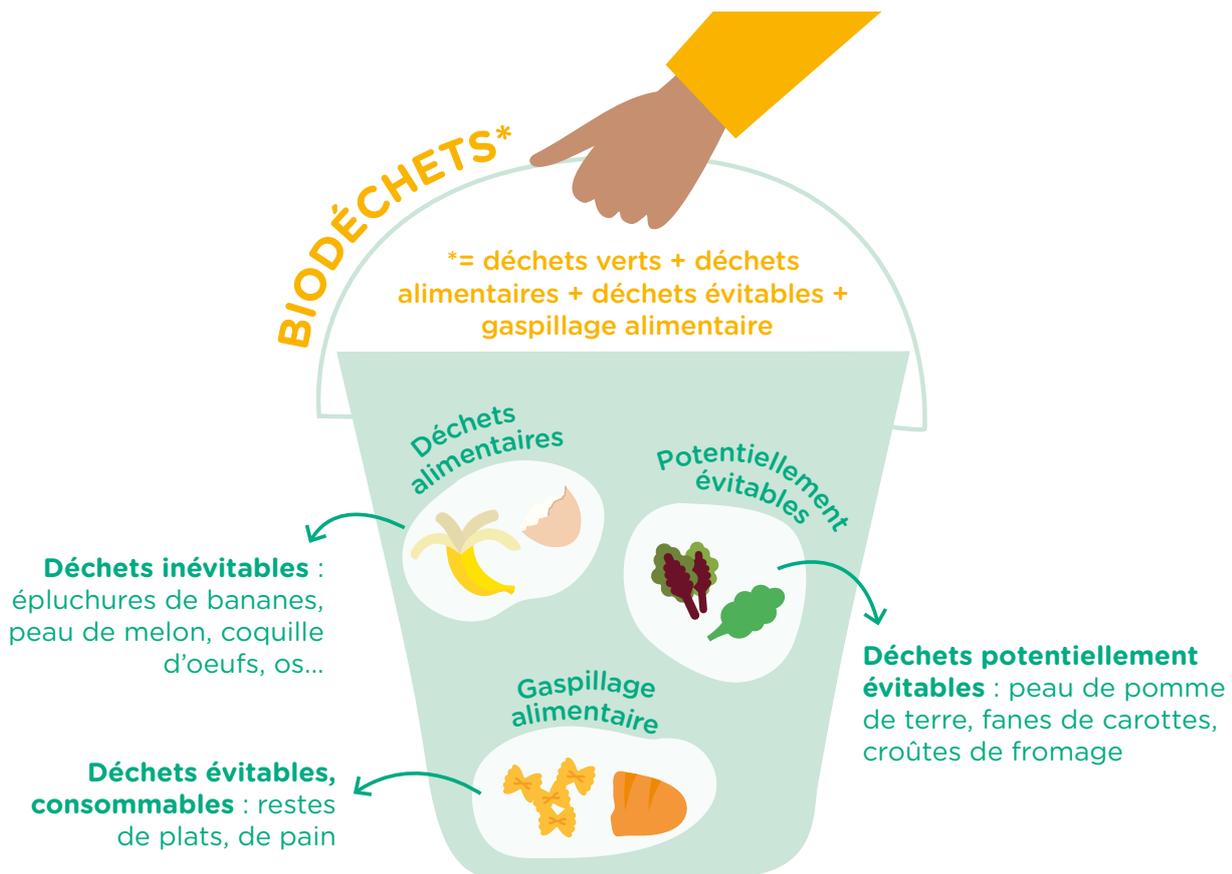
**GÉNÉRALISATION
DU TRI À LA SOURCE**
des biodéchets pour tous
les producteurs de bio-déchet
au 31/12/2023

Les biodéchets comptent pour environ 33% des déchets ménagers non triés (OMR)⁸ ce qui représente un volume estimé entre neuf cent mille et un million de tonnes par an en Île-de-France⁹.

Biodéchets
=
33%
des OMR

La prévention et la sensibilisation permettent de réduire le gaspillage alimentaire, mais une partie des déchets alimentaires sont inévitables (voir schéma). En conséquence, il importe aussi de développer des solutions de gestion de proximité, de collecte et de valorisation comme le compostage ou la méthanisation. Cet enjeu de valorisation des déchets alimentaires concerne également les producteurs non ménagers (restauration collective et commerciale, établissements scolaires, de santé, commerces...).

C'est d'ailleurs toute l'ambition du projet « Les Vertueux » porté par la Maison Intercommunale de l'Insertion et l'Emploi (m2ie). En partenariat avec la communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne, « Les Vertueux » proposent de mettre en place des initiatives de sensibilisation au gaspillage alimentaire, de collecte des biodéchets auprès des particuliers et des professionnels ainsi que d'appuyer le déploiement des pratiques de compostages.





RETOUR D'EXPÉRIENCE

LES VERTUEUX, collecte de biodéchets et valorisation par le compostage



LE DÉFI

Comment valoriser localement par compostage nos déchets organiques plutôt que de les incinérer ?

OBJECTIFS DE L'INITIATIVE



VERTUEUX propose une solution innovante pour un ancrage territorial fort avec :

- des solutions circulaires et locales de collecte des déchets organiques des professionnels en ville ;
- des solutions directes de valorisation par compostage ;
- des solutions directes de réduction des poubelles par la lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- des solutions directes de distribution de matière organique auprès de partenaires locaux : jardins, maraîchers, communes ;
- des solutions indirectes de lutte contre la précarité alimentaire dans notre territoire.



GENÈSE DE L'INITIATIVE



Le projet VERTUEUX doit faire prendre conscience à chacun de l'importance de protéger l'environnement car protéger l'environnement, c'est protéger l'humanité et permettre qu'elle survive. L'Homme ne vit pas tout seul et isolé. Il vit dans un environnement dont il est totalement dépendant et nous l'oublions souvent.

Mais si nous détériorons notre environnement, celui-ci nous rappellera vite notre dépendance à son égard. La nature est une source de découvertes futures et de solutions à nos problèmes. Il serait suicidaire de détruire tout cela avant d'avoir pu en bénéficier.

Pour assurer la survie et donc l'avenir de l'humanité, il est indispensable de protéger l'environnement aujourd'hui.



LES PORTEURS DE L'INITIATIVE

Structure(s) de l'ESS

- Maison Intercommunale de l'Insertion et de l'Emploi-M2IE, association loi 1901

Collectivité territoriale

- Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne

SECTEUR(S) D'ACTIVITÉ

- Agriculture, Alimentation
 - Environnement, Économie circulaire
 - Emploi, Insertion, Travail adapté

TERRITOIRE D'IMPLANTATION

Paris-Vallée de la Marne – Seine-et-Marne (77)

TERRITOIRE D'INTERVENTION



RETOUR D'EXPÉRIENCE

DESCRIPTION DE L'INITIATIVE

Grâce à notre activité de collecte et de valorisation par le compostage, nous envisageons les animations suivantes tournées vers les habitant.es et tous les scolaires :

- **ateliers de lutte contre le gaspillage alimentaire** qui selon nous est un premier levier pour réduire la production de biodéchets ;
- **ateliers d'initiation au compostage** ;
- **formations de référent.es de site** en prévision de la gestion de proximité des déchets qui s'imposera dès 2024 pour les ménages ;
- **opérations de broyage** de proximité qui permettront aux habitant.es de maisons individuelles qui détiennent des jardins d'apporter branches, brindilles, feuilles qui constituent des ressources pour les jardins lorsqu'il s'agit de faire du paillage ou des étages dans le composteur pour assécher la matière ;
- **ateliers de lutte contre la précarité alimentaire** à travers l'autoproduction.

ÉTAPES-CLÉS



Étape 1 • janvier 2021 à avril 2021

- Réunion des membres du Comité de pilotage
- Installation de l'activité de valorisation des biodéchets et communication des animations auprès des habitant.es de l'agglomération Paris-Vallée de la Marne.

Étape 2 • avril 2021 à décembre 2022 : Réunions de comités technique et de pilotage et déploiement de l'activité de collecte et transformation ; animations de proximité

MODALITÉS DE PILOTAGE ET DE GOUVERNANCE

ENTRE PORTEURS

Équipe mobilisée

- Un adjoint de direction responsable du développement
- Un responsable du pôle IAE
- Un encadrant technique spécialiste du compostage et culture maraîchère
- Quinze agents des espaces verts par rotation de 5 agents par période donnée

Partenaires associés au projet

- Syndicat de traitement des déchets -SIETREM (77) (marché de prestation de service)
- Région Île-de-France (subvention)
- Biocoop (subvention et marché de prestation de service)
- Université Gustave Eiffel (marché de prestation de service)

Tous feront partie du comité technique du projet et une partie du comité de pilotage.



COÛTS ET FINANCEMENT DE LANCEMENT

Coûts principaux de mise en place

- Étude de faisabilité
- Expérimentation in situ

Sources principales de financement

- Région Île-de-France

NATURE DES RELATIONS LIANT LA COLLECTIVITÉ ET LA/LES STRUCTURE(S) DE L'ESS

- Intégration du projet dans le cadre du PCAET (plan climat air-énergie territorial)
- Mise à disposition d'une parcelle de traitement des biodéchets
- Ouverture d'un marché de prestation de service dans le cadre de la collecte des biodéchets du restaurant collectif de l'Agglomération

CHIFFRES CLÉS

NOMBRE D'ETP

compris entre

10 et 30

CHIFFRE D'AFFAIRES/
BUDGET

moins de **50 K€**
pour 2021-2023

De **50 à 200 K€**
à partir de 2024





RETOUR D'EXPÉRIENCE

BÉNÉFICES TERRITORIAUX INDUITS PAR L'INITIATIVE

- Réponse aux besoins sociaux : attente de la population suite à la pandémie et la prise de conscience + besoins vis-à-vis de l'obligation réglementaire de généralisation du tri à la source des déchets organiques d'ici 2024.
- Lien au territoire : nombreux partenaires associatifs et collectivités, lien avec l'ESS.
- Modèle économique : recherche d'économie d'échelle, circuits courts.

CLÉS DE LA RÉUSSITE DE L'INITIATIVE



ET CONDITIONS NÉCESSAIRES POUR ESSAIMAGE

- Adhésion de la démarche par les gros producteurs de déchets
- Développement d'actions de sensibilisation



LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT

- Ciblage des cantines scolaires, universitaires et partenariat avec des syndicats de traitement de déchets pour les biodéchets des ménages
- Mise en place de vente de plants et de graines



Les leviers

- Existence de l'activité à une échelle microscopique pour les fins du potager actuel
- Pandémie COVID-19 et la prise de conscience des individus quant à la préservation de l'environnement et de l'humanité
- Appels à projet nombreux mobilisables sur la thématique



Les freins

- Pandémie et confinement de l'activité économique



BUDGET ANNUEL > FONCTIONNEMENT

Postes des principaux coûts de fonctionnement

- Salaire salarié.es permanents
- Salaire salarié.es en insertion

Sources principales de financement

- M2IE
- DREETS

BUDGET ANNUEL > INVESTISSEMENTS

Postes des principaux investissements

- Investissements matériels et équipements
- Investissements immatériels

Sources principales de financement

- Région Île-de-France – service Économie circulaire
- Etat – plan de relance





RETOUR D'EXPÉRIENCE

SYNERGIES DU PROJET AVEC LES POLITIQUES

PUBLIQUES DE LA COLLECTIVITÉ

GÉNÉRALISATION DU TRI À LA SOURCE DES DÉCHETS ORGANIQUES

Acteurs impliqués	Enjeux	Actions menées
SIETREM, SIETOM, ADEME, Département 77, Région Île-de-France, M2IE	<ul style="list-style-type: none"> Préparer l'obligation du tri à la source des biodéchets en 2024 Réduire la production de déchets Collecter et valoriser les biodéchets (compost et/ou méthanisation) 	Étude de faisabilité pour l'expérimentation d'une collecte séparative des biodéchets, mise en place des dispositifs de tri, communication

PLAN ALIMENTAIRE TERRITORIAL

Acteurs impliqués	Enjeux	Actions menées
Département 77, Région Île-de-France, Université Gustave Eiffel, AMAP IDF, GAB IDF, Terre de Liens IDF, Chambre d'agriculture, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, EPA Marne, CA Marne et Gondoire, Val d'Europe Agglomération...	Mettre en place un système alimentaire qui rapproche la consommation individuelle et la restauration collective de la production agricole de proximité, préservation du foncier agricole, lutte contre la précarité alimentaire	Candidature à l'appel à projet PNA (Programme National pour l'Alimentation) du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, élaboration d'un diagnostic alimentaire et agricole

PROGRAMMES LOCAUX DE PRÉVENTION DES DÉCHETS

Acteurs impliqués	Enjeux	Actions menées
SIETREM, SIETOM, communes, Région Île-de-France, associations, entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Réduire de 15% la production de déchets par habitant d'ici 2030 (par rapport à 2010) Renforcer les partenariats entre les syndicats de collecte et de traitement des déchets et les acteurs du territoire 	<ul style="list-style-type: none"> Distribution de composteurs et formation au compostage Action de lutte contre le gaspillage alimentaire dans les cantines scolaires, exposition, atelier de cuisine, recettes anti-gaspi...

LABELLISATION CIT'ERGIE

Acteurs impliqués	Enjeux	Actions menées
ADEME, SIETREM, SIETOM	<ul style="list-style-type: none"> Définir et mettre en œuvre la stratégie de prévention et de gestion des déchets Valoriser les biodéchets 	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation de l'état initial Construction du programme Cit'ergie en articulation avec le Plan Climat Air Energie Territorial

SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT

Acteurs impliqués	Enjeux	Actions menées
Associations	Sensibiliser le grand public à l'alimentation durable et au zéro déchet	Action de sensibilisation via l'animation de jardins partagés et d'animations grand public

PARTENAIRES DE L'INITIATIVE

Financeurs

- Région Île-de-France
- État

Techniques

- Biocoop
- SIETREM
- Château de Champs sur Marne

Autres acteurs

territoireaux impliqués

- CA Paris - Vallée de la Marne
- Chaire ESS / Université Gustave Eiffel



DÉMARCHES ENVIRONNEMENTALES DANS LESQUELLES LA COLLECTIVITÉ EST ENGAGÉE

- Plan Climat Air Energie Territorial 2021-2026
- Plans locaux de prévention des déchets 2020-2024 du SIETOM et 2018-2020 du SIETREM (en cours de mise à jour)
- Démarche de labellisation Cit'ergie
- Plan alimentaire territorial



Etudes et Chantiers Île-de-France

Adresse

Maison Intercommunale Insertion et Emploi-M2IE

Mail

accueilm2ie@m2ievm.com

Téléphone

01 64 62 22 49



Paris Vallée de la Marne

Adresse

5 Cours de l'arche Guédon, 77200 Torcy

Mail

j.berthou@agglo-pvm.fr

Téléphone

01 72 84 62 95

Site web

www.m2ievm.com



DIMINUER LE RECOURS AUX EMBALLAGES PLASTIQUES DANS L'ALIMENTATION



**OBJECTIFS
RÉGIONAUX ET
NATIONAUX**



**OBJECTIF
NATIONAL**

**FIN DE LA MISE
SUR LE MARCHÉ**
des emballages plastiques
à usage unique en 2040¹⁰.



Une alimentation circulaire nécessite de mieux gérer les ressources alimentaires mais aussi d'essayer autant que possible de réduire le tonnage de déchet induit par la distribution. En Île-de-France, la production de déchets plastiques est estimée à environ 850 000 tonnes par an qui sont des emballages 9 fois sur 10¹¹. Hors bouteilles, les emballages ménagers en plastique ne sont recyclés qu'à 5%¹² à l'échelle nationale. Développer des alternatives aux emballages plastiques est donc une nécessité pour réduire la production de déchets dont le traitement est problématique.

Les structures de l'ESS sont actives sur cette thématique. Elles sont à l'œuvre pour proposer des alternatives opérationnelles aux emballages à usage unique dans les activités alimentaires. Particulièrement, les structures de l'ESS francilienne sont positionnées sur le développement de la consigne pour réemploi qui suscite généralement l'enthousiasme du grand public.

Le partenariat entre Pandobac et la ville de Paris porte sur l'adoption de bacs réutilisables éco-conçu (grâce au soutien de l'ADEME) dans des marchés alimentaires. L'objectif est de réduire l'utilisation par les commerçants d'emballage à usage unique qui jonchent trop souvent les sols en fin de marchés.



RETOUR D'EXPÉRIENCE

PANDOBAC, réduire le plastique des marchés alimentaires



LE DÉFI

Comment réduire les déchets d'emballages générés par les marchés alimentaires ?

OBJECTIFS DE L'INITIATIVE



- Comprendre le fonctionnement et les flux de l'approvisionnement des marchés alimentaires
- Identifier les leviers de réduction des déchets
- Comprendre les attentes des commerçants et des consommateurs en termes d'emballages
- Expérimenter les bacs réutilisables et avoir un plan d'actions pour le déploiement

GENÈSE DE L'INITIATIVE



Urban Lab est un dispositif lancé par l'incubateur Paris & Co qui aide à mettre en place des expérimentations dans des quartiers d'innovation urbaine. Pandobac a candidaté et a été sélectionné pour faire partie du programme et avoir le soutien de la ville de Paris auprès des marchés alimentaires.



LES
PORTEURS
DE
L'INITIATIVE

Structure(s) de l'ESS

Pandobac

Collectivité territoriale

Ville de Paris

Autre(s) structure(s)

Urban Lab (Paris & Co)

SECTEUR(S) D'ACTIVITÉ

- Agriculture, Alimentation
 - Environnement, Économie circulaire
- Services aux entreprises

TERRITOIRE D'IMPLANTATION

Ville de Paris (75)

TERRITOIRE D'INTERVENTION

Île-de-France



RETOUR D'EXPÉRIENCE

DESCRIPTION DE L'INITIATIVE

Le projet a nécessité de bien comprendre les modes d'approvisionnement des commerçants sur les marchés, afin d'identifier les provenances des produits, les flux logistiques associés, et de construire un nouveau modèle logistique viable.

Une grande étape a donc été d'aller à la rencontre des commerçants des marchés et de les interroger sur leurs fournisseurs, leurs fréquences d'achat et les modes de livraison des marchandises. 42 commerçants ont été interrogés sur 6 marchés alimentaires parisiens gérés par le délégataire Bensidoun, grâce à l'aide précieuse de leur équipe, des équipes de Urban Lab, ainsi que des équipes de la Ville de Paris, qui est un des soutiens principaux du programme Urban Lab. La Ville de Paris a notamment beaucoup aidé à approcher les commerçants. Les fournisseurs identifiés ont également été interrogés sur leur appétence aux emballages réutilisables. Plusieurs modèles logistiques ont été étudiés et nécessitent pour la plupart de remonter loin dans la chaîne d'approvisionnement. Un plan d'actions a été élaboré pour arriver au déploiement.

ÉTAPES-CLÉS



- Septembre 2020 : Lancement du programme d'Urban Lab « Chapelle-S »
- Septembre à mars 2020 : Etude du Marché de l'Olive
- Juin à août 2020 : Extension de l'étude à 5 autres marchés alimentaires parisiens
- 2021 : Bilan des études et recommandations pour le déploiement

MODALITÉS DE PILOTAGE ET DE GOUVERNANCE

ENTRE PORTEURS

- Urban Lab est un programme porté par Paris & Co, incubateur de la Ville de Paris. Le groupe Bensidoun est délégataire des marchés pour la ville de Paris.
- Pandobac est une entreprise de l'ESS, disposant de l'agrément ESUS, soutenue depuis le début de sa création en 2018 par la Ville de Paris et la Région Île-de-France.
- Pandobac a été lauréat de l'appel à projets Urban Lab en 2019, et participe à plusieurs projets et groupes de travail pilotés par la Ville de Paris.

CHIFFRES CLÉS

4,5 MILLIONS
d'emballages jetables évités à
Paris dans les marchés parisiens
par an

4
ETP créés entre
2020 et 2021

3600 tonnes
de déchets évitables
par an

Budget 2020 : compris entre 50 et 200 K€



COÛTS ET FINANCEMENT DE LANCEMENT

Coûts principaux de mise en place

- Achat de bacs réutilisables
- Ressources humaines

Sources principales de financement

- Autofinancement de Pandobac
- Subvention de la Mairie de Paris

NATURE DES RELATIONS LIANT LA COLLECTIVITÉ ET LA/LES STRUCTURE(S) DE L'ESS

- Appel à projets via le programme Urban Lab
- Subvention



RETOUR D'EXPÉRIENCE

BÉNÉFICES TERRITORIAUX INDUITS PAR L'INITIATIVE

- Gestion des externalités négatives de l'activité, notamment environnementales : réduction de l'impact environnemental des déchets d'emballage sur les marchés sur l'ensemble du cycle de vie (fabrication, transport, collecte et traitement)
- Externalités économiques, effets positifs, coûts évités : baisse des coûts de collecte et des coûts de traitement des déchets pour le territoire
- Diversité des bénéficiaires de la valeur créée : valeur pour l'ensemble des parties prenantes. Pour les fournisseurs et les commerçants, une meilleure gestion de leurs livraisons. Pour la collectivité, une baisse des coûts des déchets, et les riverains une diminution des déchets dans les rues et une amélioration de l'hygiène

CLÉS DE LA RÉUSSITE DE L'INITIATIVE



ET CONDITIONS NÉCESSAIRES POUR ESSAIMAGE

- Implication des délégataires de marché et des villes
- Sensibilisation des commerçants
- Business model rentable pour l'ensemble des parties prenantes, en considérant l'ensemble de la chaîne logistique
- Logistique retour optimisée



BUDGET ANNUEL > FONCTIONNEMENT

Postes des principaux coûts de fonctionnement

- Coûts de collecte, transport, suivi et lavage des bacs
- Ressources humaines

Sources principales de financement

- Prestations de service
- Subventions

BUDGET ANNUEL > INVESTISSEMENTS

Postes des principaux investissements

- Achat de bacs réutilisables

Sources principales de financement

- Prêts et crédit-bail

LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT

Le projet n'en est qu'à ses débuts ! Il faut continuer de coconstruire la solution de bacs réutilisables avec les différentes parties prenantes et commencer sur des flux d'approvisionnement locaux et ultra-locaux. La démarche pourra être répliquée dans d'autres villes de France également.



RETOUR D'EXPÉRIENCE



Les leviers

- Motivation des parties prenantes pour faire avancer le sujet du réemploi
- Implication des commerçants
- Leviers réglementaires en faveur du réemploi



Les freins

- Business Model et modèle logistique complexes à établir
- Manque de transparence sur les coûts et charges de chaque partie prenante
- Approvisionnement peu local avec des marchandises qui peuvent venir de très loin



DÉMARCHES ENVIRONNEMENTALES DANS LESQUELLES LA COLLECTIVITÉ EST ENGAGÉE

- Territoire zéro déchet
- Agenda 21
- Objectifs de développement durable (ODD)
- Paris 2024 sans plastique



Pandobac

Adresse

64C allée de Saint-Malo
BP70316, 94569 Rungis Cedex

Mail

contact@pandobac.com

Téléphone

06 87 42 00 69



Urban Lab

Adresse

48 rue René Clair
75018 Paris

Mail

urbanlab@parisandco.com

Réseaux sociaux



www.facebook.com/pandobac



www.linkedin.com/company/Pandobac

SYNERGIES DU PROJET AVEC LES POLITIQUES

PUBLIQUES DE LA COLLECTIVITÉ

POLITIQUE DE GESTION DES DÉCHETS

Acteurs impliqués

- Service réemploi
Direction de l'ESS et de l'économie circulaire

Enjeux

- Réduction des déchets

Actions menées

- Mise en relation sur le terrain avec le responsable des marchés

PARTENAIRES DE L'INITIATIVE

Financeurs

- ADEME
- CITEO
- BPI
- Mairie de Paris

Techniques

- Bensidoun
- Urban Lab





DES RÉSEAUX DE L'ESS POUR VOUS APPUYER

Comment réduire le gaspillage alimentaire dans les cantines scolaires ?

“

Interview de ...

Clément Charleux,

Coordinateur au Graine Île-de-France

Bonjour Clément. Vous travaillez depuis deux ans sur le territoire d'Est Ensemble en menant des actions de sensibilisation pour réduire le gaspillage alimentaire en milieu scolaire. Est-ce que tu peux expliquer comment ce projet a commencé ?

Le Graine Île-de-France a répondu en 2019 à l'Appel à Projets de l'Établissement Public Territorial Est Ensemble en vue de la mise en place de projets innovants relatifs à la prévention et au tri des déchets. Nous avons proposé un accompagnement de septembre 2019 à décembre 2020 de plusieurs établissements scolaires (9 écoles primaires et 1 collège) sur 3 villes du territoire à savoir Bobigny, Les Lilas et Pantin. En 2020, nous avons été de nouveau lauréat de l'Appel à projets. Cela nous a permis de poursuivre le travail amorcé sur l'année 2021 en renforçant le dispositif d'accompagnement (avec plus d'interventions), en le déployant dans un établissement par ville du territoire. À chaque fois, le Graine Île-de-France s'occupe de la coordination globale, du lien avec les villes et les établissements et fait appel à un attelage de structures adhérentes du réseau pour faire vivre le projet sur le terrain.

En quoi consistent ces accompagnements dans les grandes lignes ?

En 2021, l'accompagnement se déroulait de janvier à décembre avec 12 interventions au sein de chaque établissement scolaire. Il vise à co-construire avec les élèves et les adultes des 9 établissements scolaires primaires ou centres de loisirs une démarche globale pour lutter contre le gaspillage alimentaire et pour l'éducation au goût : de temps de sensibilisation au recrutement d'éco-délégué-e-s, de temps de formation à la constitution d'une équipe-projet, de la réflexion à la mise en place d'un programme d'actions.

Pour illustrer plus précisément, pourrais-tu détailler un plan d'actions mis en place dans un établissement ?

Je vais prendre l'exemple de l'École Jules Ferry à Bagnolet. Nous avons été orientés par la Direction

Enfance-Education vers cet établissement et l'équipe pédagogique. Après avoir présenté le projet au directeur d'école et à des enseignantes, une d'entre elles a accepté de faire le projet avec sa classe de CE2. La structure accompagnatrice, De mon Assiette à notre planète, a programmé les séances jusqu'en juin avec notamment un temps de formation sur le gaspillage alimentaire : quels sont les enjeux liés à cette notion ? Quel intérêt de mener un projet autour de ce sujet au sein de l'établissement scolaire ? Comment la classe allait s'investir ? S'en est suivi une campagne de pesées où chaque enfant avait un rôle à jouer. Quantifier et qualifier les quantités de nourriture gaspillées permet de prendre conscience de ce qui se passe mais surtout de faire un état des lieux et envisager un programme d'actions. De plus, l'enseignante a pu à travers ce projet faire avec sa classe du français, des mathématiques, de la géographie.

Nous veillons avec les structures accompagnatrices à trouver le bon rythme avec l'équipe projet, à réajuster le programme, les interventions pour adapter au mieux l'accompagnement. Nous avons repris en septembre 2021 avec une partie des élèves qui étaient passés en CM1 et un nouvel enseignant. Plusieurs séances étaient basées sur l'éducation au goût, notamment un atelier de dégustation de betteraves (fortement gaspillées - observation faite lors d'une pesée). Les élèves ont alors créé leur propre menu avec des betteraves en entrée. Celui-ci a été soumis au service restauration de la ville et à la cuisine centrale. Nous avons eu la chance de pouvoir visiter la cantine centrale de la ville en novembre 2021 juste avant la journée spéciale où le menu des élèves de Jules Ferry a été servi à toutes les écoles de la Ville. Dans l'école, ce jour-là, tous les acteurs (personnels de cantine, équipe d'animation, équipe de direction, enseignant.e.s et les élèves) se sont mobilisés pour réduire le gaspillage et faire découvrir, faire goûter les betteraves au maximum de convives. Un véritable succès !

Le projet durait sur l'année civile. Nous avons donc accompagné l'équipe projet jusqu'en décembre 2021 et impulsé pour finir un comité de pilote. Cela nous a permis de dresser le bilan, faire ressortir les freins et les leviers, mettre en avant les actions qui avaient bien fonctionné et établir un programme d'actions pour les mois et années à venir.



Cette dynamique de groupe projet permet de pérenniser la démarche au-delà du temps de votre intervention. As-tu des retours sur ce qu'il se passe dans les établissements après votre intervention ?

Un des enjeux est de former et de permettre à l'équipe projet et à l'ensemble de l'établissement scolaire de réduire durablement le gaspillage alimentaire. Faire en sorte que les acteurs soient autonomes et poursuivent la dynamique au-delà de notre accompagnement est primordial car nous savons que ce n'est pas en 1 an que le défi est relevé. L'équipe projet réunit à la fois un groupe d'élèves, en fonction des cas un.e enseignant.e et/ou un.e animateur.trice de centre de loisirs, l'équipe de direction de l'Ecole et/ou du centre de loisirs, les agents de restauration, de la collectivité, du syndicat de restauration. Embarquer tout le monde dans cette aventure, c'est créer un système de responsabilité les un.e.s envers les autres, faire en sorte que les engagements pris soient tenus. Les liens que nous avons permis parfois de tisser entre tous ces acteurs.trices permettent de continuer la lutte contre le gaspillage alimentaire, ouvrent le champ des possibles. Après notre accompagnement, certains établissements se sentent mieux outillés et expérimentent des choses (assiette petite faim/grande faim par exemple). Cela peut aller jusqu'à retravailler en profondeur le marché public sur la restauration scolaire en impliquant les élèves, les parents d'élèves, les technicien.ne.s et les élu.e.s.

Parlons chiffre. Bien que votre méthode de travail ne se limite pas à cette question, as-tu des éléments sur la réduction du gaspillage alimentaire ?

Mesurer l'impact de notre accompagnement passe bien entendu par chiffrer la quantité de gaspillage alimentaire évitée. Voilà pourquoi nous mettons en place les différentes campagnes de pesées. Je donnerai plusieurs exemples car je n'ai pas encore consolidé les données. À Bagnolet nous sommes passés de 132g/convive de gaspillé en mars à 128g/convive en novembre, ce qui est peu significatif. Par contre nous avons fait une journée spécifique avec un menu créé par les enfants de l'école, qui a été distribué dans toutes les écoles de la ville. Ce jour-là, le gaspillage a été de 78g/convive. À Romainville, nous sommes passés de 116g/convive en mai à 96g/convive en novembre. Une progression encourageante au vu de l'investissement des équipes.

L'intérêt des pesées est également de qualifier ce qui est gaspillé et de créer un programme d'actions le plus pertinent. Prendre conscience des quantités permet également de mobiliser les acteurs, les enfants comme les adultes.

Après deux années, vous avez accumulé une certaine expérience. Où se situent les points de vigilance quand on mène ce type de projet ?

Il est nécessaire de bien comprendre les enjeux liés à la lutte contre le gaspillage alimentaire, comment ce type de projet va venir bousculer chaque partie prenante : à la fois les animateurs.trices dans leur propre culture alimentaire, à la fois les agents de restauration dans leur attitude et posture professionnelle, à la fois la collectivité dans leur difficulté à trancher sur certaines décisions, à modifier leur marché public, à la fois les enfants dans leur vie de convive, de goûteur.euse, d'accepter d'être surpris par un nouveau plat. Les points de vigilance se situent également sur la formation des adultes, la stabilité et l'implication de l'équipe projet tout au long de l'accompagnement.

Et si tu devais identifier un frein à la réduction du gaspillage alimentaire en milieu scolaire lequel se serait ?

Un frein est la difficulté des adultes à répondre aux idées, aux solutions des enfants, à oser mettre en place et expérimenter certaines choses. Lutter contre le gaspillage alimentaire ne se fait pas en claquant des doigts, en une semaine. Il faut y aller pas à pas, tenter des choses, valider les changements et construire une base solide sur laquelle avancer collectivement. C'est avec le concours de tou.te.s que la quantité de gaspillage alimentaire sera réduite, que la culture alimentaire des enfants s'élargira.

Pour terminer, si une collectivité souhaite travailler avec vous, quelle est la démarche à suivre ?

Il suffit de prendre contact avec nous par mail ou téléphone. Nous prendrons le temps de discuter et voir ce que nous pouvons construire ensemble, si ce projet par exemple peut s'essaimer sur le territoire, avec quel moyens (financiers, humains, logistiques) et quels délais.



Pour contacter le Graine Île-de-France :



clement.charleux@graine-idf.org

01 45 22 16 33

Des ressources pour aller plus loin

Documentation ADEME

- MODECOM 2017, Campagne nationale de caractérisation des déchets ménagers et assimilés, ADEME, 2017.
- Emballages ménagers, les chiffres clés 2018, 2020, ADEME.

Documentation de la Région Île-de-France

- Plan régional de Prévention et de Gestion des déchets, Chapitre II Les flux stratégiques du PRPGD en Île-de-France, Région Île-de-France, 2019.
- <https://www.iledefrance.fr/espace-media/divers/PRPGPD/CHAPITRE-II.pdf>
- Rapport de suivi #1 du PRPGD, Région Île-de-France, 2021.

Enquêtes d'opinions

- Sondage à l'occasion de la journée nationale anti-gaspillage, IFOP pour NOUS épicerie anti-gaspi, septembre 2021.
- Les Français et le recyclage des produits et emballages plastiques, IFOP pour WWF, 2019.

Ressources CRESS et ESS France

- Les fiches des initiatives de l'ESS pour la transition écologique sur le site d'ESS France.



Notes de bas de page

- 1 • Sondage à l'occasion de la journée nationale anti-gaspillage, IFOP pour NOUS épicerie anti-gaspi, septembre 2021.
- 2 • Les Français et le recyclage des produits et emballages plastiques, IFOP pour WWF, 2019.
- 3 • Rapport de suivi #1 du PRPGD, Région Île-de-France, 2021, p36.
- 4 • Article 11 de la LOI n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.
- 5 • Plan régional de Prévention et de Gestion des déchets, Chapitre II Les flux stratégiques du PRPGD en Île-de-France, Région Île-de-France, P58.
- 6 • Article 88 de la LOI n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.
- 7 • Rapport de suivi #1 du PRPGD, Région Île-de-France, 2021, p46.
- 8 • MODECOM 2017, Campagne nationale de caractérisation des déchets ménagers et assimilés, ADEME, pp39-41.
- 9 • Rapport de suivi #1 du PRPGD, Région Île-de-France, 2021, p61.
- 10 • Article 7 de la LOI n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.
- 11 • Rapport de suivi #1 du PRPGD d'Île-de-France, Région Île-de-France, 2021, p79. Il n'existe a priori pas de chiffres les emballages spécifiquement alimentaires.
- 12 • Emballages ménagers, les chiffres clés 2018, 2020, ADEME.



Publication de la chambre régionale de l'économie sociale et solidaire d'Île-de-France Septembre 2022 •
DIRECTEUR DE PUBLICATION : Youssef Achour • AUTEUR : Steve Lewis • GRAPHISME : Claire Pesqueux

Numéro de référence ADEME : 011929



www.cressidf.org

Pour nous suivre sur les réseaux



@CRESS_IDF



CRESS Idf



CRESS Île-de-France



@CRESSIdf

Soutenu par



Avec le soutien financier et
opérationnel de l'ADEME Île-de-France